

OULU 2026 – Capitale européenne de la culture

7 ENSEIGNEMENTS DU « CULTURAL CLIMATE CHANGE » POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES TERRITORIALES

CULTURAL CLIMATE CHANGE : PLUS QU'UN SLOGAN, UN POSITIONNEMENT STRATEGIQUE À PRENDRE AU SÉRIEUX MAIS POUR QUELLE PORTÉE RÉELLE ?

À Oulu, le « Cultural Climate Change » ne désigne pas seulement l'écologisation ou la décarbonation de la culture. Il propose de modifier le « climat culturel », au sens de « mind-set » ou « milieu culturel » dans lequel une société réfléchit, délibère, agit et se transforme. Le pari ? Rendre la culture du changement et de la transition écologique davantage présente dans la vie quotidienne et la gouvernance territoriale, c'est élargir la participation de toutes les parties prenantes et faire évoluer les manières de comprendre et d'habiter le monde. C'est aussi renforcer la capacité des acteurs à piloter les changements nécessaires à la diminution du changement climatique ou à s'adapter à ceux qu'il impose. On peut en tirer un certain nombre d'enseignements mais aussi, de là où nous sommes, identifier des limites car un positionnement stratégique, aussi malin soit-il, n'est pas une baguette magique !

1. LA CULTURE COMME DIMENSION TRANSVERSALE DE L'ACTION PUBLIQUE

Les échanges sur les PCAET, les droits culturels, la forêt, la santé, le patrimoine, le développement local ou l'IA convergent : la culture peut devenir une grille de lecture des autres politiques publiques. Elle invite à se demander qui contribue réellement, quels savoirs et attachements sont reconnus, quels récits accompagnent les décisions et quelles relations se créent entre services publics et acteurs civiques ou privés. Les droits culturels, présents au centre de l'attention de la délégation et relativement présents au cœur des dynamiques Oulu 2026, constituent un véritable logiciel d'analyse et un vocabulaire commun pour agir.

2. FAIRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE UNE QUESTION CULTURELLE ET DÉMOCRATIQUE

Conflits d'usage du foncier ou de la forêt, arbitrages entre justice sociale et impératifs environnementaux, transformations industrielles : les tensions écologiques ne sont pas seulement techniques. Elles engagent des identités, des valeurs et des visions du futur. Le programme Climate Clock montre comment création artistique et connaissance scientifique peuvent rendre ces transformations sensibles. La culture ne règle pas les conflits ; elle peut créer des scènes où ils deviennent partageables, discutables et transformables. Pour autant, le séjour était trop court pour comprendre comment cela nourrit de véritables scènes démocratiques permettant d'appréhender ces conflits sociétaux et d'arbitrer des décisions publiques (cf. note ONDA 2026, Julian PERDRIGEAT). Oulu 2026 apparaît en ce sens comme une orientation qui ne règle pas les conflits et tensions inhérentes à la société finlandaise mais permet de les approcher.

3. PARTIR DE CE QUI EST DÉJÀ LÀ

Arctic Food Lab, la pomme de terre de Tyrnävä, les patrimoines industriels ou les événements de petites villes racontent une même méthode : regarder les ressources ordinaires du territoire avant de produire du neuf. L'alimentation locale (les mûres arctiques, la chaîne des rôtisseurs) devient à la fois identité culturelle, circuit économique, hospitalité et transition. Le Summer Night's Dinner, grande tablée partagée dans la ville, transforme un geste quotidien en expérience collective. Mettre en récits, ici, consiste d'abord à révéler et relier l'existant. Le fait que cette tablée soit invitée à se répéter chaque année montre la puissance d'un récit qui s'ancre dans le quotidien culturel des habitants.

4. PASSER D'UNE POLITIQUE DES PUBLICS À UNE POLITIQUE DE LA CONTRIBUTION

Avec « We Are the Culture », les dispositifs de « volontariat » et les « Culture Companions », la participation et l'inclusion sont au cœur de l'attention des organisateurs, rassemblés au sein de la fondation Oulu 2026. Les habitants et petites organisations peuvent proposer des projets ; les bénévoles acquièrent des compétences et tissent de nouveaux réseaux ; l'isolement est rompu ; l'accompagnement culturel réduit des barrières très simples, comme le fait de ne pas vouloir fréquenter seul un lieu. L'enjeu n'est plus seulement d'ouvrir une offre à tous, mais de créer les conditions réelles du droit de participer à la vie culturelle. Jusqu'où ces droits participent à la contribution aux débats sociétaux qui sont au centre des enjeux de changement climatique ? Nous n'avons pas pu « mesurer » cela mais l'évaluation annoncée devrait permettre de le dire : à suivre précisément...

5. FAIRE DU PATRIMOINE UNE RESSOURCE DE TRANSFORMATION

L'AaltoSiilo, ancien silo à copeaux de bois conçu par Alvar et Aino Aalto pour l'usine de Toppila, offre une image symbolique très forte : comme dans la Ruhr ou le Bassin minier du Nord- Pas-de-Calais (Loos-en-Gohelle, Base 11/119) un héritage industriel peut devenir un lieu d'expérimentation culturelle et de recherche : création artistique, écomatériaux, économie circulaire, réinvention des usages, design de services... La question patrimoniale se déplace : la question n'est pas seulement « que conserver des usages du passé ? », mais « qu'est-ce que cet héritage peut activer aujourd'hui pour les besoins actuels et futurs ? ». Un bâtiment, une forêt, une pratique alimentaire ou une mémoire industrielle deviennent alors des ressources pour relier histoire, présent et futurs possibles. A condition de les relier à des politiques publiques et des projets d'investissement sociaux et financiers qui dépassent le cadre annuel d'une capitale européenne de la culture !

6. ÉVALUER LES TRANSFORMATIONS PRODUITES, PAS SEULEMENT LES ÉVÉNEMENTS

Si l'ambition est de changer le « milieu culturel », compter les événements et les visiteurs ne suffit pas. L'évaluation d'Oulu 2026 documente aussi participation et inclusion, conditions de travail, bien-être, image du territoire et effets sur les coopérations. Une question à creuser : quelles capacités nouvelles restent après le programme ? Nouveaux acteurs en relation, pratiques professionnelles modifiées, transversalité accrue, accès facilité à la culture, initiatives économiques ou citoyennes consolidées, nouveaux modèles économiques... La notion de « hand-print 2030 » portée par l'Université d'Oulu résume bien ce déplacement : regarder l'empreinte positive que l'on rend possible, pas seulement l'impact environnemental des pratiques. En quoi cela permet d'imaginer un écosystème coopératif territorial fonctionnant sur d'autres registres d'évaluation de la valeur (nouveaux indicateurs de richesse, nouvelles modalités d'évaluation) ? C'est une équation non résolue à ce stade du voyage. Les partenaires rencontrés de la Municipalité d'Oulu pourraient investir ce chantier avec nous...

7. DEUX SCÉNARIOS D'AVENIR EN TENSION

« *Nous perdons notre hiver* », confie une responsable du développement de la ville. Cette phrase condense la tension qui traverse Oulu. La ville (comme le reste du monde industriel) reste fortement structurée par un imaginaire de croissance, d'innovation et de technologie (le rebond de Nokia sur les infrastructures télécom nouvelles générations, les data-centers, l'I.A.), avec le risque que l'adaptation et la décarbonation soient surtout traitées par l'optimisation technique sans interroger suffisamment les usages, les modes de vie et les rapports de pouvoir (post-croissance ou post-fascisme, cf. assemblée des alliés 2024).

Oulu2026 ne fait pas disparaître ce scénario techno-solutionniste. Mais la Capitale européenne donne de la consistance à un récit alternatif (cf. dimension 3, Les 5 dimensions de la mise en récits, FDT) : un territoire capable d'affronter les transformations par la culture, les attachements, la coopération, la participation et la mise en récits. Climate Clock, Arctic Food Lab, We Are the Culture ou l'AaltoSiilo rendent ce scénario visible et l'équipent de projets, de budgets, de lieux, de compétences et d'alliances qui permettent de donner de l'épaisseur à ce récit alternatif.

Mais les rapports de pouvoir et tensions qui incarnent cette bataille des récits au sein par exemple du conseil municipal restent impalpables à ce stade du voyage. La fragilité d'un tel récit – et en contre-point, sa diffusion très marketing par l'ensemble des acteurs rencontrés, investis et engagés en sa faveur – fait précisément son intérêt : il ne s'agit pas d'un modèle installé, mais d'un futur possible auquel l'année culturelle donne de l'épaisseur et une capacité nouvelle à orienter certains arbitrages.

Le test sera sa capacité à peser ensuite sur les politiques ordinaires : urbanisme, mobilité, industrie, alimentation, forêt, tourisme ou intelligence artificielle. Sommes-nous naïfs de penser que ça puisse être le cas ? Sans doute mais à l'aune des précédents territoriaux (cf. Villes pairs, territoires pilotes de la transition), avec d'autres conditions réunies (cf. les 4 fondamentaux de la conduite de changement ; les 4 Fantastiques ; Réorienter le paquebot monde, un référentiel ouvert et partagé, la Fabrique des transitions) il apparaît pour autant raisonnable d'affirmer – sans nier la difficulté – que c'est tout à fait possible. Le pire n'est jamais certain !

CULTURAL CLIMATE CHANGE & CONDUITE DU CHANGEMENT SYSTÉMIQUE

L'expérience d'Oulu 2026 entre directement en résonance avec plusieurs principes travaillés par la Fabrique des transitions : partir des ressources et attachements existants ; créer des scènes de coopération entre mondes professionnels et civiques séparés ; mettre les controverses au travail ; reconnaître la capacité de contribution des habitants – acteurs ; relier passé, présent et futur et évaluer la valeur immatérielle (relations, de compétences et de capacité d'action collective) par la mise en récits... Rares sont les expériences de cette

« taille » à condenser aussi fortement cet ensemble de principes méthodologiques. En ce sens le voyage d'étude était « extra-ordinaire ».

DEUX QUESTIONS QUE J'EMPORTE : QUEL SCÉNARIO PRENDRA DE L'ÉPAISSEUR APRÈS 2026 ? ET SELON QUEL DISPOSITIF ÉVALUATIF POUR EN RENDRE COMPTE SÉRIEUSEMENT ?

Une Capitale européenne de la culture bénéficie d'un moment exceptionnel de financements, de visibilité et de mobilisation. Le véritable test commencera lorsque les projecteurs se seront déplacés : Oulu2026 aura-t-elle seulement ajouté une couche culturelle au scénario technologique dominant, ou aura-t-elle suffisamment épaissi un scénario alternatif pour qu'il pèse dans les choix ordinaires ? Si les coopérations, les pratiques de participation, les circuits locaux, les lieux réinvestis et les nouveaux récits commencent à compter dans les arbitrages de budget, d'urbanisme, de mobilité, de gestion en commun des ressources ou de développement économique territorial, alors le « Cultural Climate Change » aura produit plus qu'une année de rayonnement culturel : une véritable capacité à transformer le territoire par le « milieu innovateur culturel ». Un positionnement à prendre très au sérieux tant sa promesse est forte mais à évaluer avec exigence, selon des modalités d'évaluation adaptées. L'activité du centre de recherche « Center for Cultural Policy Research Cupore » en charge de l'évaluation Oulu 2026 tout comme le référentiel européen propre à l'évaluation des capitales européennes de la culture mériteraient d'être questionnés par la suite.

Julian PERDRIGEAT – 13 septembre 2026

ARTICLE BLOG DARD-DARD / NECTART « THE LOGOS : SE METTRE A L'ECOUTE DU TEMPS PROFOND »

Dans la cathédrale d'Oulu, le silence devient cosmique. Des grondements profonds traversent la nef, des vibrations descendent de la coupole et circulent le long des murs. Le corps entier écoute. L'expérience est intense, physique, presque spirituelle : pendant une heure, notre échelle humaine semble se dissoudre dans celle de l'Univers.

Présentée dans le cadre d'Oulu, Capitale européenne de la culture 2026, The Logos est une installation sonore immersive conçue par l'artiste et producteur anglo-allemand Andrew Melchior. Elle donne à entendre des sursauts radio rapides — Fast Radio Bursts ou FRB —, phénomènes parmi les plus énergétiques et les plus énigmatiques observés dans l'Univers. D'une durée de quelques millisecondes, ces signaux ont traversé l'espace pendant des millions, parfois des milliards d'années avant d'atteindre la Terre. Le plus proche auquel se réfère le projet aurait voyagé environ 12 millions d'années ; le plus lointain, plus de 8 milliards.

Il ne s'agit pas, au sens propre, d'enregistrements sonores venus du cosmos. Les ondes radio captées entre 2018 et 2023 par le radiotélescope CHIME, en Colombie-Britannique, sont normalement imperceptibles à l'oreille humaine. The Logos traduit les données scientifiques en fréquences audibles, tout en conservant la structure temporelle, la forme spectrale et la distribution d'énergie de chaque signal. La détection devient ainsi une rencontre sensible.

L'œuvre associe quatre regards : celui d'Andrew Melchior, celui de l'astrophysicien du MIT Kiyoshi Masui, celui du philosophe Timothy Morton et celui de la théologienne finlandaise Satu Saari. Le dispositif conçu avec Oliver Larkin mobilise douze enceintes réparties sur trois niveaux. La cathédrale n'est donc pas un simple lieu d'exposition : son volume, sa pierre et son acoustique deviennent une partie de l'instrument. Les sons se déplacent autour et au-dessus du public, donnant une présence physique à des phénomènes dont les échelles excèdent notre perception.

La pensée de Timothy Morton sur les « hyperobjets » constitue l'une des clés de l'œuvre. Certains phénomènes sont si vastes dans le temps et dans l'espace qu'ils échappent à toute représentation immédiate. Le dérèglement climatique en est un exemple majeur. Les sursauts radio rapides en offrent une autre expérience : ils sont réels et mesurables, tout en restant largement inexpliqués. Face à ce qui dépasse nos catégories habituelles, The Logos propose un geste simple et exigeant : écouter.

Cette œuvre intéresse directement les politiques culturelles engagées dans la transition. Elle montre comment l'art peut rendre sensibles des connaissances scientifiques, déplacer nos perceptions du temps et nous aider à éprouver notre appartenance à un monde bien plus vaste que nous. Elle invite aussi à considérer les lieux culturels et patrimoniaux comme des infrastructures de l'attention : des espaces où une société apprend à ralentir, à accueillir l'incertitude et à composer avec ce qu'elle ne maîtrise pas.

Pour les partenaires du programme Erasmus+ porté par DARD/DARD avec la FNADAC et la Fabrique des transitions, The Logos ouvre ainsi une piste féconde. La contribution de la culture aux transitions ne tient pas seulement à la réduction de l'empreinte environnementale de ses activités. Elle réside aussi dans sa capacité à transformer les imaginaires, les sensibilités et les manières collectives d'habiter le temps. À Oulu, cette transformation a commencé par une profonde expérience d'écoute.

Julian PERDRIGEAT

The Logos, cathédrale d'Oulu, du 4 avril au 31 décembre 2026. Accès gratuit. Sources : site de l'œuvre et programme Oulu2026.

Débrief de la délégation à Oulu, suites à donner...

Enseignements et perspectives pour la suite du projet

Le tour de table fait apparaître une préoccupation commune : comment les directions des affaires culturelles peuvent-elles conserver / retrouver une capacité d'initiative dans un contexte de fragilisation des moyens, de tensions politiques et de transformations écologiques, sociales et numériques ? Derrière la diversité des situations se dessine un même enjeu : passer d'une politique culturelle encore souvent considérée comme sectorielle ou facultative à une fonction culturelle reconnue comme essentielle à l'habitabilité des territoires et à la transformation de l'action publique.

Un métier sous tension, en quête de légitimité : de l'étau à l'éthos...

Les DAC décrivent une situation d'étau : il leur est demandé de faire davantage avec moins de moyens, tout en maintenant la qualité du service public et en répondant à des commandes de plus en plus nombreuses. Les contraintes budgétaires et les difficultés de ressources humaines réduisent souvent leur activité à la production de réponses opérationnelles, au détriment de leur capacité d'expertise, de conception et d'anticipation.

À cette tension s'ajoute une interrogation sur la légitimité professionnelle des DAC. La culture demeure fréquemment perçue comme une politique de programmation, d'équipements, d'événements ou de festivités, dont la valeur serait moins évidente que celle d'autres services publics. Les participants expriment ainsi le besoin de mieux définir ce que produit une politique culturelle : émancipation, mise en relation, attention portée aux personnes et aux lieux, capacité à interpréter les transformations, construction de récits communs et contribution à la qualité démocratique.

Cette fragilité est renforcée par les risques d'ingérence politique, lorsque les choix culturels se trouvent ramenés à la recherche de « vedettes », de fréquentation ou de recettes immédiates. Dans un contexte d'extrême-droitisation, la question devient également déontologique : à quel cadre professionnel se raccrocher lorsque les principes du métier sont contestés ou que les institutions sont mises sous pression ?

Les métiers des musées disposeraient de référentiels plus anciens et bien identifiés. Les DAC, plus généralistes et de constitution plus récente, semblent moins protégés. D'où l'idée de construire un référentiel éthique et professionnel partagé, suffisamment robuste pour devenir « opposable » au sens professionnel et politique du terme.

Les droits culturels comme boussole

Les droits culturels constituent une première ressource pour élaborer ce socle commun. Ils permettent de replacer les personnes, leurs capacités d'expression, leur participation à la vie culturelle et la reconnaissance de leurs ressources au centre des politiques publiques. Ils offrent également un appui pour prendre en charge l'invisibilité de certains groupes sociaux (ou autres qu'humains).

Cette approche doit cependant éviter d'assigner les personnes à une identité ou à une communauté prédéfinie. La comparaison européenne pourrait précisément aider à comprendre comment les droits culturels sont mobilisés dans différents contextes institutionnels et culturels, et comment ils peuvent soutenir simultanément la diversité, l'émancipation et la construction d'un monde commun en lien avec les enjeux de « conduite de changement systémique ».

La Boussole de l'art citoyen portée par la Fondation Daniel et Nina Carasso, les dispositions relatives aux droits culturels inscrites dans la loi depuis 2015, ainsi que les livres blancs professionnels constituent des ressources à mettre en discussion. Il reste à identifier leurs équivalents européens et à repérer les réseaux professionnels comparables aux fédérations de DAC françaises.

Vers un nouveau régime culturel

Les échanges expriment le besoin de sortir d'une culture instituée, parfois figée dans ses équipements, ses disciplines et ses habitudes de programmation, pour aller vers une culture davantage instituante : une culture en prise avec le réel, les habitants, les transformations des modes de vie et les interdépendances territoriales.

Ce déplacement conduit à inverser la place habituellement réservée à la culture. Celle-ci intervient encore trop souvent en bout de chaîne, une fois les politiques d'aménagement, de mobilité, d'adaptation ou de développement économique définies. Elle pourrait au contraire devenir un élément premier de leur conception : une manière

d'interroger les représentations, les valeurs, les usages et les attachements avant même de choisir les solutions techniques.

En ce sens, la transition écologique est d'abord une transformation culturelle. Elle suppose de faire évoluer notre rapport aux ressources, aux besoins, au progrès, au vivant et au territoire. Les controverses, notamment autour des enjeux de transition énergétique (en son sein, concernant les orientations à donner au mix énergétique ou en contradiction avec d'autres enjeux tout aussi important comme ceux liés à la préservation de la biodiversité), des conflits d'usage (la forêt, l'eau, l'obscurité...), des différentes conceptions de la transition (sobriété vs. technosolutionnisme), montrent combien cette notion doit être définie et mise en débat.

Les professionnels de la culture n'ont pas directement la main sur le bâti, les transports ou les grands investissements. Ils peuvent néanmoins agir sur les conditions dans lesquelles ces politiques sont imaginées et débattues (vers un changement d'échelle du théâtre forum ?), discutées et appropriées. Les forêts, les rivières, les paysages ou les patrimoines peuvent ainsi être travaillés comme des communs capables de rassembler. La culture devient alors une manière de « ménager » le territoire autant que de l'aménager, en garantissant une attention au temps long et aux conditions futures d'habitabilité.

Des façons de faire et des compétences à renforcer

Ce « nouveau régime culturel » (merci Pierre !) appelle une évolution des pratiques professionnelles. Plusieurs compétences apparaissent prioritaires :

- Ecrire un projet culturel et de transition à l'échelle d'un territoire ;
- Organiser la coopération entre acteurs, secteurs et niveaux de décision ;
- Renforcer la réciprocité entre institutions, artistes et habitants ;
- Maîtriser les outils participatifs et reconnaître les groupes sociaux peu visibles ;
- Professionnaliser les élus et améliorer la coopération entre élus et DAC ;
- Intégrer les transitions écologiques et numériques dans les pratiques ordinaires, sans les cantonner à quelques projets pilotes ;
- Suivre les investissements et documenter leurs effets utiles pour le territoire.

Le groupe esquisse également plusieurs registres complémentaires de l'action culturelle (à vérifier) :

1. Une culture qui émancipe et développe l'attention ;
2. Une culture qui divertit ;
3. Une culture qui fait vibrer, transmet et enseigne ;
4. Une culture transformée par le numérique.

Leur articulation pourrait aider à mieux expliciter la contribution des politiques culturelles aux autres politiques publiques.

La mise en réseau des professionnels constitue enfin un levier essentiel, notamment dans les territoires ruraux où les chargés de mission culture peuvent être isolés. Les groupes de pairs associant professionnels des politiques culturelles, élus en charge des enjeux de transition et de culture, acteurs socio-économiques et civiques, Etat territorial (4 fantastiques), la comparaison des méthodes et l'analyse partagée des expériences permettraient de transformer des initiatives dispersées en capacités collectives (cf. cohortes FDT).

Une perspective européenne en deux étapes

Les trois voyages d'études ont permis d'observer différentes manières de concevoir et de mettre en œuvre des politiques culturelles territoriales. Le voyage apprenant à Zagreb a, d'après les retours, ouvert la réflexion sur la gouvernance participative ; celui d'Oulu a permis de relier plus directement culture, mise en récits et transition écologique. Cet héritage pourrait désormais être structuré dans une démarche de projet européen.

- ⇒ Une première étape pourrait prendre la forme d'un projet Erasmus+, centré sur la formation et la professionnalisation des acteurs. Il permettrait de constituer un réseau de pairs, de comparer les référentiels et les méthodes, de produire des ressources communes et d'expérimenter des formats de formation-action. La confrontation avec des pays moins dotés en politiques ou en équipements culturels contribuerait aussi à déplacer le regard porté sur les difficultés françaises et à mettre en évidence d'autres formes de créativité institutionnelle.

⇒ Dans un second temps, cette coopération pourrait déboucher (à condition de travail ++, la marche est très haute) sur un projet de recherche européen, éventuellement dans le cadre d'Horizon Europe. Celui-ci permettrait d'associer des chercheurs à l'analyse comparée des transformations du métier, des modèles de gouvernance et d'évaluation de la contribution des politiques culturelles aux transitions écologiques. La notion de « hand-print », destinée à documenter les effets positifs et les capacités de transformation produites par l'action, pourrait constituer l'une des pistes méthodologiques à approfondir.

Un fil directeur pour la suite

La suite du projet pourrait ainsi être organisée autour d'une question fédératrice : « **comment faire de la culture une fonction essentielle de l'habitabilité des territoires et une capacité collective de transformation des politiques publiques ?** »

Cette perspective relie les différents besoins exprimés : protéger l'éthique du métier, restaurer la légitimité des professionnels, sortir d'une logique de commande descendante, renforcer la coopération avec les élus et les autres politiques publiques, inscrire la transition dans les pratiques quotidiennes et construire un réseau européen de formation, d'expérimentation et de recherche. Oulu apparaîtrait alors comme le point de départ d'une nouvelle étape collective. Let's go !

Julian PERDRIGEAT